



DGT

Direction Générale  
du Travail

# La mise à disposition de masques de type FFP2 dans les secteurs médicaux et médico-sociaux en période de pandémie covid-19

## Objet

La présente fiche a pour objet de préciser les situations dans lesquelles des masques de type FFP2 doivent être mis à disposition des travailleurs des établissements médicaux et médico-sociaux. Elle fait suite aux remontées des services d'inspection du travail à l'occasion de la deuxième vague de l'épidémie, en novembre 2020, s'interrogeant sur l'articulation entre les avis des autorités sanitaires et l'application de la réglementation du travail en la matière.

Numéro  
2020-30  
Date création  
30-12-2020  
Classement  
DASIT1  
CT

## Références

- Articles L. 4121-1 à 5 du code du travail (principes généraux de prévention)
- Articles R. 4421-1 et suivants (risque biologique)
- Articles R. 4323-91 à R. 4323-94 (EPI)

## I. La réglementation applicable

L'employeur doit respecter son obligation générale de sécurité (L. 4121-1 du code du travail) et mettre en œuvre les principes généraux de prévention (L. 4121-2) ainsi que la réglementation spécifique à la prévention des risques biologiques (articles R. 4421-1 et suivants), qui impliquent notamment l'évaluation des risques qui ne peuvent être évités.

S'agissant des établissements de santé, du secteur médico-social comme des entreprises dans lesquelles des « clusters » ont été identifiés, la réglementation relative au risque biologique prévoit que l'employeur doit fonder son évaluation des risques sur la nature, la durée et les conditions d'exposition des travailleurs, en fonction des agents pathogènes concernés, ainsi que des informations disponibles les concernant (articles R. 4423-1 à R. 4423-4 du code du travail).

En fonction de cette évaluation, l'employeur prend les mesures de prévention prévues aux articles R. 4424-1 à R. 4424-6 et détermine les moyens de protection les plus adaptés, en particulier les mesures de protection collectives, les mesures d'isolement et de ventilation des espaces réservés aux patients positifs au Covid-19, les gestes « barrières », mais aussi la fourniture de moyens de protection individuelle, dont les FFP2 font partie.

Les masques chirurgicaux ne sont en revanche pas des équipements de protection individuelle et ne filtrent que partiellement les très petites particules émises par le porteur ou en suspension dans l'air, comme le rappelle le HCSP dans son avis du 29 octobre 2020.

#### FOCUS - La doctrine du ministère de la santé

La doctrine du ministère de la santé en matière de port des masques de type FFP2 est de **les réserver en priorité aux personnels de santé effectuant des gestes invasifs (ex. intubation endotrachéale) ou des manœuvres au niveau des voies respiratoires.**

Cette doctrine découle notamment des recommandations de la Société Française de l'Hygiène Hospitalière (SF2H) ainsi que des avis du Haut Conseil de la santé publique (HCSP)<sup>1</sup>.

Dans une « fiche de doctrine » du 6 mai 2020<sup>2</sup> émanant de la Direction générale de la santé, la notion d'« *extension d'utilisation* » était toutefois admise, impliquant que, du fait de la qualité de la protection assurée par le masque FFP2, ce dernier pouvait être utilisé par d'autres soignants que ceux pour lesquels il est prioritairement destiné, notamment les professions médicales et les infirmiers, pour l'ensemble de leurs activités de soins.

A noter que la SF2H<sup>3</sup> propose une vision plus extensive limitant le port du FFP2 ou autre appareil de protection respiratoire prioritairement aux professionnels de santé effectuant des intervention à risque, mais aussi aux personnels et visiteurs en contact avec un patient suspect ou atteint de pathologie à transmission.

S'agissant du port du masque chirurgical, préconisé dans les autres cas que ceux définis ci-dessus, le HCSP précise que quand un personnel de santé est en contact avec une personne présentant des signes d'infection respiratoire, et en l'absence d'acte invasif sur la sphère respiratoire ou ORL, le port du masque chirurgical s'effectue en face à face (masque chirurgical pour le soignant/masque chirurgical pour le soigné). Cela est valable également en face à face avec un patient suspect ou atteint de covid-19 sans signe clinique (patient asymptomatique)<sup>4</sup>.

**Ainsi, si le port de masques FFP2 se révèle obligatoire au regard des conditions de travail et du risque d'exposition au Covid-19, la réglementation du travail impose que celui-ci soit possible, y compris pour des postes de travail qui ne nécessitent pas de geste invasif ou de manœuvre sur les voies respiratoires et en tenant compte du risque de transmission par aérosols.** La situation dans laquelle la personne auprès de laquelle intervient le salarié serait dans l'impossibilité ou l'incapacité de porter un masque peut ainsi être concernée.

Les exemples d'activités exercées par des travailleurs dans les établissements médicaux ou médico-sociaux pouvant rentrer dans ce cadre, sous réserve de l'évaluation des risques qui incombe à l'employeur, peuvent être les suivants :

- Soins auprès de personnes diagnostiquées positives au covid-19 nécessitant une proximité physique importante, qui peuvent durer plusieurs dizaines de minutes et sans que le patient

<sup>1</sup> Le dernier avis du HCSP publié le 29 octobre précise que les masques FFP2 sont « réservés en priorité aux professionnels de santé lors de certains actes invasifs ou manœuvres au niveau de la sphère respiratoire et ORL générant des aérosols : en fonction du niveau de circulation du virus SARS-CoV-2, son indication peut être limitée aux seuls patients suspects ou confirmés positifs Covid-19 ou élargie à l'ensemble des patients quels que soient leur statut infectieux. » Ce même avis fait mention de l'évaluation des risques permettant d'adapter le type de masque mis à disposition. Le HCSP a publié le 16/12/2020 un addendum à l'avis du 10 septembre 2020 relatif au risque de transmission du SARS-CoV-2 par aérosols en milieux de soins, dans lequel il maintient la doctrine actuelle, en l'absence d'un consensus pour la modifier.

<sup>2</sup> Fiche portant sur les recommandations d'utilisation des masques dans le contexte de déconfinement

<sup>3</sup> Page 15 de l'avis de la SF2H « Le personnel et le visiteur en contact avec un patient suspect ou atteint de pathologie à transmission respiratoire portent un appareil de protection respiratoire (avant l'entrée dans la chambre) »

<sup>4</sup> Avis du HCSP du 29 octobre 2020, page 27.

ou le résidant ne soit nécessairement en état de porter un masque : soins visant à prodiguer les soins bucco-dentaires (exemple : lavage de dents), à réaliser la toilette (douche), à s'occuper d'une personne alitée et à mobilité réduite (habillage, toilette, administration de médicaments) ou souffrant de troubles cognitifs, ou à nourrir une personne ;

- Pour ces mêmes situations, lorsqu'un cluster est identifié dans l'établissement médical ou médico-social, le port du masque FFP2 peut être une mesure de prévention nécessaire pour les interventions auprès de personnes dont le statut infectieux est encore inconnu ;

- Traitement des vêtements, draps, matériels et équipements potentiellement souillés d'une personne malade du covid-19 et symptomatique (toux, sécrétions et fluides corporels divers) **notamment si des mesures organisationnelles ou de prévention collective sont impossibles.**

## II. Quels moyens d'action pour les services d'inspection du travail ?

En cas de refus par l'employeur d'adapter les mesures de prévention et dès lors que les constats de l'agent de contrôle démontrent l'existence d'une situation dangereuse, les services d'inspection du travail disposent de plusieurs outils juridiques :

- La **mise en demeure du DIRECCTE** (article L. 4721-1 1°) pour non-respect des principes généraux de prévention pouvant aboutir à un procès-verbal en cas de non-exécution. Pour utiliser cet outil, il convient de constater l'existence d'une situation dangereuse qui, dans la plus grande majorité des cas, résultera d'une insuffisance globale des mesures de prévention et pas du seul manquement en matière de masques. Un modèle de mise en demeure DIRECCTE actualisé est joint à la fiche [DGT 2020-27 Télétravail et protocole national Covid-19 : modalités d'intervention du SIT](#) et disponible sur WIKI'T.
- La **mise en demeure préalable à procès-verbal de l'inspecteur du travail**. Lorsqu'il est établi, au regard de l'évaluation des risques effectuée par l'employeur, et/ou des conditions d'exposition des travailleurs à leur poste de travail qu'un EPI de type FFP2 doit être fourni aux travailleurs, l'agent de contrôle qui constate que ce n'est pas le cas pourra, outre faire une observation, notifier à l'employeur une mise en demeure préalable à PV dans le délai minimal de 8 jours (L. 4721-4 à -7, R. 4721-4 et R. 4721-5)<sup>5</sup>. En effet, la mise en demeure préalable est requise en cas de non-respect des dispositions des articles R. 4323-91 à R. 4323-94, relatives aux caractéristiques et conditions d'utilisation des EPI.
- Le **référé judiciaire** sur le fondement de la réglementation en matière de risque biologique. Pour utiliser cet outil, il convient de caractériser l'existence d'un risque sérieux d'atteinte à l'intégrité physique.
- Le **procès-verbal** pour non-respect de la réglementation sur les risques biologiques, non-respect de la réglementation relative aux EPI (cf. Guide de contrôle DGT masques et visières, page 32, [lien ici](#)) ou/et absence de mise à jour du document unique d'évaluation des risques.

<sup>5</sup> Attention, pour utiliser cette mise en demeure, il conviendra que l'agent de contrôle caractérise une infraction à la réglementation EPI. De ce fait, cette mise en demeure n'est utilisable que dans les situations dans lesquelles l'agent pourra établir qu'un EPI est requis pour prévenir du risque d'exposition au Covid-19. Cf. guide DGT masques et visières – décembre 2020, page 33 :

<http://sitere.intranet.travail.gouv.fr/sites/default/files/2020-12/Guide%20de%20contr%C3%B4le%20masques%20et%20visi%C3%A8res.pdf>